

Parti Libéral du Canada

Canadian HIV/AIDS Legal Network

Réseau juridique canadien VIH/sida

1. Financer la stratégie fédérale sur le VIH/sida

Le Canada a besoin d'une stratégie fédérale adéquatement financée, pour sa réponse au VIH/sida, y compris d'un financement crucial à plusieurs services et programmes de première ligne pour la prévention, les soins, les traitements et le soutien aux personnes vivant avec le VIH et à leurs familles et communautés. En 2003, tous les partis de la Chambre des communes ont recommandé que la stratégie fédérale sur le VIH/sida au Canada soit rehaussée au moyen d'un financement d'environ 85 millions \$ par année. Étalaé sur cinq ans, cet objectif aurait dû être atteint en 2008-2009. Cependant, des coupes financières ont été imposées entre-temps. De plus, certains fonds destinés au renforcement des programmes et services existants et prévus ont été détournés vers une nouvelle initiative de vaccins contre le VIH – un effort important, mais que le Comité permanent de la santé avait identifié comme nécessitant un financement distinct et additionnel. Par conséquent, le financement actuel de l'Initiative fédérale de lutte contre le VIH/sida au Canada est de près de 15 % inférieur au niveau convenu par tous les partis il y a plusieurs années.

Votre parti s'engage-t-il à rétablir le financement complet de l'Initiative fédérale de lutte contre le VIH/sida au Canada, à un niveau d'au moins 85 millions \$ par année?

Le Parti libéral est très préoccupé par la situation du soutien du Canada au niveau international et national dans la lutte contre le VIH et le sida sous les conservateurs de Harper. Les libéraux croient que le Canada a une responsabilité à la fois nationale et internationale pour combattre avec vigueur le VIH/sida. Il faut en faire davantage afin d'empêcher de nouvelles contaminations mondialement et chez les Canadiens, de ralentir les progrès de la maladie, de préserver les droits humains et d'améliorer la qualité de vie des Canadiens vivant avec le sida.

Stephen Harper doit répondre du bilan déplorable de son gouvernement dans la lutte contre le VIH/sida, en commençant par son refus de participer à la conférence mondiale sur le sida en 2006. Son gouvernement a exclu le VIH/sida des priorités du G8/G20, a traité avec outrage des partenaires non gouvernementaux de longue date qui ont fait leurs preuves, et a sabré dans le financement de la recherche pour découvrir un vaccin. Les conservateurs doivent expliquer pourquoi ils ont réduit de 36 milliards de dollars le financement fédéral des initiatives visant le VIH et le SIDA au Canada, à un moment où les contaminations par le VIH sont en augmentation. À la place, ils préfèrent orchestrer une attaque à la fois idéologique et juridique qui coûte des millions de dollars contre Insite, un programme de Vancouver éprouvé en matière de réduction des méfaits liés au VIH/SIDA.

Le Canada doit rétablir son rôle de leadership en travaillant avec les pays en développement et les organisations non gouvernementales sur des initiatives durables pour atténuer les effets de cette maladie – notamment en Afrique, où l'on estime le nombre de décès liés au sida à 1,4 million, sur un total mondial de 2 millions.

Un gouvernement libéral investira aussi dans la recherche internationale en cours afin de produire un vaccin contre le VIH/sida, les microbicides et les autres inhibiteurs de transmission. De plus, un gouvernement libéral assurera un rôle important à la société civile canadienne dans la dépense de l'aide au VIH/sida et du travail de développement du Canada. Nous chercherons à réparer les dommages causés aux ONG canadiennes et internationales clés par les réductions drastiques des financements faites par les conservateurs.

2. Renforcer les services de réduction des méfaits pour les personnes vulnérables

La Stratégie nationale antidrogue du Canada, lancée en octobre 2007, n'inclut pas d'engagement aux services de réduction des méfaits – un des principaux piliers d'une réponse complète à la drogue. Vu les nombreuses preuves issues de recherches publiées et examinées par des pairs, quant aux bienfaits de services comme le site d'injection supervisée de Vancouver, des cours ont accordé à ce site une exemption constitutionnelle des lois canadiennes sur les drogues, afin qu'il puisse continuer ses activités sans que ses usagers ni ses employés ne soient exposés à des poursuites criminelles. Les cours ont aussi déclaré inconstitutionnels certains éléments des lois canadiennes sur les drogues qui empêchent les personnes qui font usage de drogue d'avoir accès à des services de santé permettant de prévenir les décès et la maladie. Mais le Procureur général du Canada a porté ces décisions en appel devant la Cour suprême du Canada et n'a accordé d'exemption à aucun autre service de santé de la sorte.

Votre parti s'engage-t-il à appuyer des services de réduction des méfaits, y compris des lieux d'injection supervisée, comme élément important d'une stratégie fédérale complète sur la drogue ainsi que d'efforts pour prévenir la propagation du VIH et du virus de l'hépatite C (VHC) associée à l'usage non sécuritaire de drogue?

Les libéraux condamnent la lutte idéologique des conservateurs contre le programme InSite de Vancouver éprouvé en matière de réduction des méfaits. Depuis qu'ils sont au pouvoir, les conservateurs ont systématiquement ignoré et rejeté l'évidence claire concernant l'efficacité de centres d'injection supervisés à réduire les méfaits. En mettant ses propres idéologies en premier et en refusant de reconnaître les bénéfices des sites d'injection sécuritaires, les conservateurs ont refusé d'aider les gens qui souffrent de toxicomanie ainsi que leurs amis et familles.

Le Parti libéral croit que la meilleure façon de combattre l'abus de drogues est par une application stricte des lois du Canada en matière de drogues ainsi que des mesures novatrices comme celle de la clinique InSite qui ont démontré leur capacité d'aider des Canadiens en difficulté à guérir de leur toxicomanie. Le Parti libéral est en faveur d'une réponse équilibrée face à l'abus de substances et la toxicomanie par le biais de l'application de la loi, la prévention,

le traitement et les mesures de réduction des méfaits. Les recherches scientifiques démontrent que les mesures de réduction des méfaits telles que les sites d'injection sécuritaires aident à prévenir la propagation du VIH/SIDA dans les communautés, à réduire le taux de criminalité et la consommation de drogues, à diminuer les accessoires facilitant la consommation de drogues dans les rues et à augmenter les chances de guérison. Un gouvernement libéral continuera d'appuyer le site d'injection sécuritaire InSite de Vancouver.

3. Protéger la santé des détenus pour protéger la santé publique

Aux quatre coins du Canada, des programmes d'échange de seringues financés par le gouvernement fédéral réussissent à réduire la propagation de maladies infectieuses. Il n'existe toutefois pas de tels programmes dans les prisons canadiennes. Or les recherches mêmes du gouvernement fédéral démontrent que la drogue entre en prison malgré des efforts pour l'en empêcher; que plusieurs personnes incarcérées ont des dépendances et s'injectent des drogues (y compris en partageant du matériel d'injection artisanal); et que les taux de VIH et de VHC sont élevés en prison. Les détenus ont le droit à des services de santé pour se protéger de telles maladies. Des programmes d'échange de seringues en prison (dans d'autres pays) contribuent aussi à un milieu de travail plus sécuritaire pour les employés carcéraux, en réduisant leurs chances de blessure accidentelle avec du matériel d'injection encore plus susceptible de poser un risque de santé du fait qu'il a été partagé par plusieurs personnes. Puisque la plupart des détenus retournent éventuellement dans la communauté, la santé des détenus est aussi une préoccupation de santé publique élargie et une dépense pour les contribuables. De nombreux pays sont dotés depuis plusieurs années de programmes d'échange de seringues en prison; leurs évaluations font état de résultats entièrement positifs, et aucun problème de sécurité n'a été signalé. À la lumière des nombreuses études sur le sujet et d'exams complets des preuves, l'Organisation mondiale de la santé, l'Association médicale canadienne, l'enquêteur correctionnel du Canada et l'Agence de la santé publique du Canada, entre autres, ont tous recommandé de tels programmes.

Votre parti introduira-t-il des programmes d'échange de seringues dans les prisons canadiennes, pour freiner la propagation d'infections mortelles et pour protéger la santé des détenus, des employés carcéraux et du public général?

Tel que mentionné dans notre réponse à la question 2 ci-dessus, un gouvernement libéral continuera de défendre les mesures novatrices de réduction de méfaits telles que InSite. Les principes de lieux d'injections sûrs pour réduire les méfaits et l'importance d'aider les personnes qui sont aux prises avec la toxicomanie s'appliquent à tous.

Tel que mentionné, un gouvernement libéral continuera avant tout de lutter contre l'abus de drogues avec une application stricte des lois canadiennes en matière de drogues, ainsi que des mesures novatrices de réduction de méfaits comme celle de la clinique InSite qui a démontré sa capacité d'aider des Canadiens en difficulté à guérir de leur toxicomanie. Notre approche face à l'abus de substances et la toxicomanie se définit par le biais de l'application de la loi, la prévention, le traitement et les mesures de réduction des méfaits. Concernant un programme

d'échange de seringues, nous consulterons les experts et les intervenants dans le domaine pour prendre en considération leurs recommandations sur la question.

Riposte au VIH et au sida dans le monde

4. Soutenir le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

Le Canada est un important donateur au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le mécanisme de financement multilatéral le plus efficace et le plus novateur pour l'expansion de la prévention, des soins, des traitements et du soutien en matière de VIH dans les pays en développement. Le Fonds mondial soutient des initiatives dirigées par des pays, approuvées par le biais d'un processus d'examen technique rigoureux. Depuis sa création en 2002, il a permis de sauver environ 6,5 millions de vies. Vaincre l'épidémie du VIH nécessite un effort soutenu et à long terme à ce chapitre. Le Fonds mondial doit être en mesure de fournir un soutien pluriannuel continu aux efforts des pays en développement. L'appui du Canada au Fonds mondial doit être constant et prévisible d'une année à l'autre.

Dans le cadre d'un dégel du budget d'aide étrangère du Canada et d'une augmentation de son aide publique au développement afin d'atteindre la cible de 0,7 % du revenu national brut (RNB) établie par les Nations Unies, votre parti s'engage-t-il à ce que le Canada contribue, pour chacune des cinq prochaines années, cinq pourcent des ressources nécessaires à financer les efforts de pays en développement tels qu'identifiés par le processus d'examen technique du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme?

En 2001, le gouvernement libéral a joué un rôle clé dans la création du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, et a investi 342 millions de dollars dans ce fonds en 2004-2005, en plus d'un 100 millions de dollars additionnels dans des traitements antirétroviraux. Un nouveau gouvernement libéral reprendra son engagement envers le Fonds mondial. Un gouvernement libéral créera aussi un fonds pour aider les pays en voie de développement à acheter les médicaments dont ils ont besoin.

Dans le budget de 2010, le gouvernement Harper a sabré des milliards de dollars en fonds prévus pour l'aide au développement. Pour regagner le terrain perdu sous les conservateurs, les libéraux réinvestiront dans l'aide au développement et dans la santé au niveau international et rééquilibreront ainsi nos dépenses en matière de politique étrangère. Le gouvernement estime que le coût additionnel annuel de la mission de combat en Afghanistan s'élève à tout près de 1,7 milliard de dollars. Le directeur parlementaire du budget a signalé que ce coût était encore plus élevé que ce qui a été divulgué. Le coût additionnel de la mission d'aide à la formation de 2011-2014 s'élèverait quant à lui à 500 millions de dollars annuellement. Cela indique qu'un gouvernement libéral pourra réaffecter 1 milliard de dollars par année de manière à mieux rééquilibrer l'ensemble des dépenses en défense, en développement et en diplomatie. Ce changement permettra de libérer des ressources qui serviront à revitaliser d'autres activités internationales à l'échelle de l'appareil fédéral, afin de mieux tenir compte de l'éventail complet des fonctions et des engagements contenus dans la Stratégie des réseaux mondiaux du Parti libéral

Pour plus de renseignements sur notre Stratégie des réseaux mondiaux, veuillez consulter notre plate-forme sur : www.liberal.ca/fr/plate-forme.

5. Rectifier le Régime canadien d'accès aux médicaments

Des millions de personnes, dans les pays en développement, n'ont pas d'accès aux médicaments pour le sida, la tuberculose, le paludisme et d'autres problèmes de santé publique, car ils n'ont tout simplement les moyens de les acheter. Il y a sept ans, le Parlement du Canada a adopté à l'unanimité une loi pour aider les pays en développement à se procurer des versions génériques moins coûteuses de médicaments brevetés et onéreux. Le Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM) était supposé mettre en application des éléments de souplesse contenus dans les règles internationales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en matière de brevets pharmaceutiques – des points de flexibilité acceptés par tous les pays, y compris le Canada, afin de répondre aux besoins de la santé publique et de sauver des vies.

Mais le RCAM ne fonctionne pas. Il n'a été utilisé qu'une seule fois, et ne le sera plus s'il n'est pas simplifié. Le RCAM doit être rendu plus simple et efficace, et ne requérir qu'une licence unique afin de fournir des médicaments génériques abordables à tout pays admissible. Ainsi, le RCAM pourrait aider à sauver des vies, comme était son but. Pendant que le Canada retarde les réformes dont le RCAM a besoin pour fonctionner, des gens meurent.

Il y a un vaste mouvement d'appui pour rectifier le RCAM, notamment parmi les organismes humanitaires, les experts en santé et en développement, les leaders religieux et communautaires; de plus, d'après un sondage national d'opinion publique, 80 % des Canadiennes appuient cette idée.

Votre parti appuiera-t-il une loi pour rectifier le Régime canadien d'accès aux médicaments par la création d'un processus simple à licence unique, sans restrictions additionnelles et superflues, afin d'améliorer l'accès à des médicaments abordables pour les personnes qui en ont besoin dans les pays en développement?

Le Parti libéral voyait d'un bon œil la législation qui favorise l'accès aux médicaments qui a été adoptée à la Chambre des communes juste avant les élections. Avant les élections, le gouvernement Harper a essayé de faire échouer le projet de loi grâce à son sénat dominé par des conservateurs. Un nouveau gouvernement libéral représenterait à nouveau une telle législation.

Toutefois, nous devons aller plus loin afin d'aider la population des pays en voie de développement pour qu'elle puisse obtenir les médicaments dont elle a besoin. C'est la raison pour laquelle le Parti libéral appuie les nouvelles mesures qui aideront efficacement les pays en voie de développement à lutter contre les maladies, notamment le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, et à promouvoir leurs objectifs en matière de santé publique. L'accès à un approvisionnement suffisant en médicaments doit accompagner un meilleur accès aux

infrastructures et aux services de santé de base dans les pays en voie de développement. Lutter contre les maladies dans le monde en développement nécessite de nouveaux fonds pour acheter des médicaments, ainsi que des investissements dans la recherche pour mettre au point de nouveaux médicaments.

Lutter contre les maladies dans le monde en développement nécessite de nouveaux fonds pour acheter des médicaments, ainsi que des investissements dans la recherche pour mettre au point de nouveaux médicaments. Nous investirons aussi dans la recherche internationale en cours afin de produire un vaccin contre le VIH/sida, les microbicides et les autres inhibiteurs de transmission, et nous créerons un fonds pour aider les pays en voie de développement à acheter les médicaments dont ils ont besoin.